



Nancy, 7 avril 2026

## **Communiqué CGT FSU SUD : Une "réflexion stratégique" qui interroge et qui inquiète**

Nos organisations syndicales CGT, FSU et SUD de l'Université de Lorraine s'inquiètent de la remontée d'informations concernant l'avenir de nombreux agent·es contractuel·les de l'établissement. Au sein des services centraux, des « bilans du travail » auraient été demandés à ces agent·es : "tâches - mission - temps " et plusieurs directions auraient demandé aux agent·es de solder leurs congés avant le 31 août, alimentant un climat d'inquiétude et de fortes tensions.

Nous avons interrogé l'administration lors d'un groupe de travail sur le nouveau règlement de gestion des contractuel·les et poserons des questions lors du CSA du 28 avril 2026. Au vu des nombreuses sollicitations et inquiétudes exprimées, et malgré de nombreuses zones d'ombre, il nous apparaît important d'informer la communauté universitaire sur cette situation.

Selon les éléments portés à notre connaissance et confirmés par l'administration, environ 150 agent·es, majoritairement affecté·es dans les directions centrales, pourraient être concerné·es à court ou moyen terme par des fins de contrats non renouvelés. Ces personnels sont aujourd'hui principalement financés dans le cadre de dispositifs tels que les projets PIA (Programme d'Investissement d'Avenir) du type France 2030 dont Éducation et Territoires, ORION, SIRIUS... ou encore le COMP 2024-2026, dont certaines échéances pourraient être prolongées jusqu'en 2027.

Pour mieux comprendre l'impact des COMP (Contrats d'Objectifs, de Moyens et de Performance) sur la gestion des contrats et les objectifs associés, pour l'intégralité de la charge pour service public avec les COMP100%, voici quelques liens utiles :

- <https://cgt.fercsup.net/les-dossiers/luites-en-cours/enseignement-superieur-et-recherche/article/pour-gerer-la-penurie-dans-l-esr-le-gouvernement-a-une-mauvaise-reponse-les>
- <https://www.snesup.fr/publications/dossiers/comp-100-financement-des-universites-surveiller-et-punir>
- <https://www.sudeducation.org/communiqués/comp100-la-fin-du-service-public-de-l-enseignement-superieur-et-de-la-recherche-en-marche-vers-la-contractualisation-autoritaire/>

On y voit que les politiques gouvernementales et ministérielles ont un impact clairement négatif et régressif pour nos universités. Elles participent d'une trajectoire de sous-financement chronique, de dégradation des conditions de travail et d'étude et de recours accru aux ressources propres, au risque d'une marchandisation progressive de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Dans la situation que nous portons ici à la connaissance de tou·tes, l'objectif affiché est clairement organisationnel. Nous en dénonçons :

- le risque de mise en concurrence des agent·es,
- une logique de rationalisation pouvant conduire à des réorganisations de services et/ou missions ainsi qu'à des suppressions de postes,
- une absence totale de transparence sur les procédures et les suites concrètes.



Certes, certaines échéances contractuelles étaient connues, mais l'ampleur du phénomène et le fait que tout se précipite ainsi soulèvent une vive inquiétude. Pour se justifier, l'administration évoque un environnement financier contraint et une hausse importante de la masse salariale, laissant ainsi entendre que des réductions de moyens pourraient être envisagées.

Pourtant, à ce jour, aucun critère clair de maintien ou suppression de poste n'est défini, aucune validation officielle n'a été présentée dans les instances (CSA, CA...), aucune garantie ou explication n'est donnée aux agent·es concerné·es. Même si aucune décision n'est officiellement arrêtée à ce stade, il est clairement indiqué que cette démarche prépare dès à présent des arbitrages futurs. L'administration se dote manifestement d'outils de pilotage pour les justifier et les mettre en œuvre, notamment dans la perspective du prochain mandat présidentiel qui débutera en 2027. Dans ses réponses, elle se veut rassurante en disant qu'elle procède à une simple « phase de collecte d'informations », sans pour autant nous convaincre.

Pour nos organisations syndicales, cette logique de gestion prépare, à terme, des réductions d'emplois. Elle est la conséquence directe de la gestion par projet et d'un manque d'anticipation de la gestion des personnels mobilisés par ces démarches. Or, nous portons l'alerte depuis des années : le pilotage par la « performance » et la mise en concurrence des services et des personnels visant à désigner les plus « performants » conduisent à terme à la remise en cause des emplois et des statuts au profit des solutions moins protectrices, moins disantes et moins collectives.

Les organisations CGT, FSU et SUD exigent la transparence de l'administration dans une communication en CSA et CA, notamment sur :

- sur le nombre réel de postes concernés,
- la clarification des critères retenus pour l'avenir (le maintien ou la suppression ?) de ces postes,
- la clarification de l'impact sur les missions des agent·es dans les services intégrant ces personnels.
- la communication des objectifs budgétaires précis (réduction de masse salariale ou non),
- l'arrêt de la collecte d'informations sur le travail individuel permettant la mise en concurrence des agent·es
- l'engagement formel qu'aucune décision individuelle ne sera prise sans consultation des instances,
- l'engagement formel qu'aucune décision individuelle ne sera prise sans l'accord des personnels concernés,
- l'ouverture d'un véritable dialogue social, en amont de toute décision.

Face à ce qui pourrait constituer un plan massif de non-renouvellement de contrats, nos organisations syndicales appellent à la vigilance collective, à la remontée d'information sur les situations individuelles, et à la clarification des intentions de l'administration et son engagement à œuvrer pour le dialogue social.